

La convergence des luttes, on en parle ou on la fait ?

Le mouvement des « gilets jaunes » incarne la contestation sociale depuis de nombreux mois. Il a été suffisamment fort pour contraindre le gouvernement à des premiers reculs, tout en subissant une répression policière sans précédent. Face à cette contestation qui perdure, le gouvernement espère trouver une issue à travers son « grand débat national ». Mais nous le savons toutes et tous : il ne s'agit que de communication qui ne répondra pas aux revendications.

Ces revendications sont communes aux gilets jaunes et aux organisations syndicales de lutte. Elles portent sur la justice sociale, fiscale, sur l'égalité des droits, conditions indispensables pour une réelle démocratie, dans le monde du travail comme dans la société toute entière.

Mais face à ces revendications, le gouvernement ne lâche pas prise. Et même pire que ça, il entend bien poursuivre sa politique au service d'une minorité de privilégiés : poursuite des « réformes » qui attaquent les droits à la retraite, ceux des chômeurs/euses, pas de prise en compte du changement climatique, suppressions des services publics et accélération du démantèlement de la fonction publique.

Car derrière Macron, il y a tous les bandits du CAC40, qui sont les véritables décideurs et qui ont réussi à capter plus de 50 milliards d'euros en dividendes en 2018, échappés ensuite, sans doute, dans les paradis fiscaux.

Pour une autre répartition des richesses, il va donc falloir y aller ensemble, vraiment ! C'est-à-dire ne pas se contenter de manifester notre colère légitime, mais bloquer le pays à travers une grève généralisée à tous les secteurs économiques, capable de durer aussi longtemps que nous n'obtiendrons pas ce que nous voulons. Nous n'obtiendrons pas des augmentations de salaires, des pensions, des minimas sociaux sans un véritable rapport de force. Nous ne gagnerons pas le financement et le développement des services publics, de la protection sociale, sans contraindre ceux qui échappent aujourd'hui à l'ISF à le payer et sans combattre efficacement une fraude fiscale qui dépasse les 100 milliards d'euros !

Pas de justice, pas de paix !

Pour ce rapport de force gagnant il n'y a pas d'autre alternative que d'organiser dans chaque entreprise des assemblées générales unitaires pour décider, à la base, ce blocage du pays, et réaliser une véritable grève interprofessionnelle, en lien avec les retraité-e-s, les chômeurs/euses, les lycéen-ne-s, les étudiant-e-s, avec celles et ceux qui depuis des mois, avec ou sans « gilet jaune », portent la colère sociale.

Nous sommes désormais à un tournant : il est de la responsabilité de chaque organisation syndicale de lutte de vraiment travailler à la construction de ce nécessaire mouvement social.

**Le 19 mars, à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL :
Toutes et tous en grève !**

Participons massivement aux manifestations, actions, occupations... et organisons des AG pour construire ensemble la grève qui nous fera gagner !

- A Marseille RDV à 10h30 au Vieux Port -